

Unité départementale de la Somme  
12 Rue du Maître du Monde  
80440 GLISY

Glisy, le 6 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DAILYCER FRANCE SAS**

Aux Sentiers d'Etelfay  
80500 FAVEROLLES

Références : 2022 – E10121

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement DAILYCER FRANCE SAS implanté Aux Sentiers d'Etelfay 80500 FAVEROLLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAILYCER FRANCE SAS
- Aux Sentiers d'Etelfay 80500 FAVEROLLES
- Code AIOT dans GUN : 0005102169
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le bâtiment industriel de la société DAILYCER à Faverolles abrite 10 chaînes de production ainsi que 10 lignes de conditionnement. Dans cette unité de production, toutes les technologies nécessaires à la fabrication de céréales pour petits déjeuners sont utilisées (toastage, cuisson, laminage, soufflage, enrobage, extrusion, mélange, co-extrusion).

La capacité de production de l'usine est de 55 000 t/an de produits alimentaires à base de céréales et l'exploitant est autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2010. Le site possède les certifications IFS, FOOD BRC, ISO 14 001 et ISO 50 001.

Une plateforme logistique et un entrepôt de stockage grande hauteur sont en construction. Ceux-ci sont autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Examen du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/01/2022.
- Moyens d'intervention et organisation des secours.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1	/	Abrogation de la mise en demeure
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/04/2010, article 7.4.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 22/04/2010, article 7.4.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/01/2022 sont respectées et peuvent être abrogées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/01/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DAILYCER exploitant une installation de fabrication de produits à base de céréales sise aux sentiers d'Etelfay sur la commune de Faverolles est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement complet et recevable ;</li> <li>– en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li> <li>– dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;</li> <li>– dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 2 mois. L'exploitant fournit dans un délai de 1 mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).</li> </ul> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Le dossier de régularisation d'autorisation IED (rubrique 3642) a été déposé le 8/02/2022 auprès de la préfecture de la Somme.</p> <p>Le dossier est en cours d'instruction au sein de l'unité départementale de la Somme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2010, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise des travaux importants (construction d'un magasin grande hauteur notamment). Le niveau de protection incendie est identique même pendant la phase de travaux.  Le rapport de la société CHUBB France concernant le contrôle des extincteurs est présenté. Celui-ci a été réalisé le 19 novembre 2021 et n'indique aucune remarque.  Le rapport de la société AXIMA Sécurité Incendie concernant le contrôle du sprinklage est présenté. Celui-ci a été réalisé le 29 septembre 2021 (contrôle triennal) et présente plusieurs remarques. Notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• poste n° 5 : le plateau intérieur du poste est à remplacer car il est fort rongé par la rouille ;</li><li>• poste n°8 : présence de fuite sur le raccord union coudé après la vanne d'essai cloche ;</li><li>• poste n° 1 : le poste suit les variations du réseau.</li></ul> L'exploitant a indiqué par mail du 21 juin 2022 qu'un devis a été demandé pour le remplacement des postes 1 et 5 (investissements 2023). De plus, la fuite (poste n°8) a été traitée (suivi par le responsable services généraux).  Le rapport de la société BUREAU VERITAS concernant le contrôle électrique est présenté. Celui-ci a été réalisé le 28 juin 2021 et présente plusieurs remarques. Notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositifs de protection (réglementairement des dispositifs différentiels 300mA doivent être installés à chaque départ).</li></ul> Une étude a été réalisée par BUREAU VERITAS, le site est classé BE2 (risque incendie) selon la norme NF C 15-100. L'exploitant indique que techniquement sur certains départs ce n'est pas possible de mettre en place les dispositifs 300mA (à cause des variateurs, onduleurs...). L'exploitant a indiqué par mail du 21 juin 2022 que les non conformités pour l'unité 1 de fabrication seront traitées en 2022 (budget demandé et accepté). Un plan d'investissement à 5 ans est défini afin de traiter les non conformités identifiées (1 unité de production /an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2010, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li><li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Les différentes procédures sont présentes dans le POI. Celui-ci sera remis à jour dès que le magasin grande hauteur sera terminé.</p> <p>Une équipe ESI est formée sur site pour une première intervention. Le support de formation est présenté sur l'organisation des secours, les fiches réflexe et les consignes et risques particuliers (qui fait quoi, les différents organes de coupures, les marches à suivre...)</p> <p>La feuille d'émargement est présentée (34 personnes ont suivi la formation 2021). Plusieurs sessions de recyclage sont effectuées chaque année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet